



Bulletin de
la Fondation
pour la
mémoire de
la Déportation

Sommaire

1

Dossier :
Allemagne
1945-2010

6

La mémoire dans
les camps de
concentration

14

Enseigner la
Résistance et la
Déportation aux
élèves de CM2

15

Les déportés de
France vers
Aurigny 1942-1944

16

Struthof : Après
l'ère des témoins

ÉTABLISSEMENT
RECONNU
D'UTILITÉ
PUBLIQUE
(décret du
17 octobre 1990)
PLACÉ SOUS
LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
30 boulevard des
Invalides 75007 Paris
Tél. : 01 47 05 81 50
FAX : 01 47 05 89 50
Site internet
www.fmd.asso.fr

DOSSIER

Allemagne 1945 - 2010

1^{ère} partie

De l'occupation à la réunification,
le cheminement complexe
de la mémoire de la période nazie



9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin.

Pour éclairer le cadre dans lequel a évolué la mémoire en Allemagne dans la période de l'après guerre, il faut avoir présents à l'esprit les différents facteurs qui ont influé et influent encore sur son cheminement. Intervient bien sûr en premier lieu la blessure affective (narcissique) profonde subie par tout un peuple à la suite de l'effondrement total et de la disparition d'un Reich censé durer 1 000 ans et dont il avait rêvé. Les conditions dans lesquelles s'est opéré le travail de reconstruction psychique consécutif à cet effondrement et celui, plus pesant encore, résultant du sentiment de culpabilité collective devant le séisme planétaire dont l'Allemagne était à l'origine, marqué par des

crimes de masse commis au nom du peuple allemand, constituent des facteurs importants du processus mémoriel. Il conduit naturellement à s'interroger sur les voies comparées de la mémoire et du traitement des lieux symboles, à l'Est et à l'Ouest, jusqu'à la chute du rideau de fer. La situation actuelle, héritée de la réunification, doit également être analysée pour comprendre les enjeux mémoriels de demain.

À la fin de la guerre les causes de traumatisme ne manquent pas pour les Allemands, d'abord du simple fait des pertes humaines énormes provoquées par la guerre : 1 650 000 soldats sont morts au combat et 1 600 000 autres, portés disparus, c'est-à-dire autant d'époux, de frères, ou de fils dont il faut faire son deuil ; ensuite parce qu'à ce séisme affectif s'ajoute celui de la perte d'un peu près un quart du territoire de l'Allemagne, objet culte dans la mentalité collective de ce peuple ;

Réponse à l'éditorial d'Olivier de Sarnez, président de l'Association des médaillés de la Résistance, paru dans le bulletin de l'Association nationale des médaillés de la Résistance

Sous le titre très paternaliste et condescendant de « regroupement de nos Fondations », le président actuel de l'Association des médaillés de la Résistance se livre à un examen confus du rôle des Fondations et conclut à la nécessité de leur « fusion-disparition » à brève échéance.

Décernant, tel un juge souverain, les bons et les mauvais points, il accorde un satisfecit à Georges Caitucoli et à la Fondation de la France Libre et décoche ses flèches aux autres... pour arriver à la conclusion qu'une fusion des trois Fondations est urgente, sous la tutelle commune « d'un Conseil d'Administration pérenne », d'où curieusement seraient absentes les associations fondatrices, mais où la représentation politique serait omniprésente – avec des parlementaires, des représentations des ministères, (dont curieusement celui de la culture est écarté, ce qui est révélateur), des représentants de villes et communes, Compagnons de la Libération ou médaillés de la Résistance, la Fondation de Gaulle (échappant donc à tout processus de fusion ?) dans un fourre-tout sans consistance qui marquerait à coup sûr le terme de leur existence.

Heureusement les Fondations n'ont ni permis de séjour, ni permis d'exister à demander à M. Olivier de Sarnez, ni d'ailleurs à qui que ce soit une fois créées, mais auraient plutôt des comptes à lui demander quant à sa présence en qualité de président des médaillés de la Résistance aux obsèques d'un certain Maurice Papon, condamné par la Justice française pour complicité de crimes contre l'humanité. Situation qui évidemment lui confère une légitimité toute particulière pour donner des leçons en matière d'ambiguïté...

Sans entrer dans l'analyse très rudimentaire qu'Olivier de Sarnez fait de la Fondation de la Résistance et qu'il appartient à ses responsables de commenter, je relève ses propos relatifs à la Fondation pour la mémoire de la Déportation : Fondation reconnue comme « spécifique », mais source de « malentendus » et porteuse d'un nom qui « prête à confusion en lui donnant un sens général ».

Il n'y a aucuns malentendus autour de la Fondation en dehors de ceux, hypothétiques et tout à fait gratuits, que la personnalité de Monsieur de Sarnez voudrait y percevoir. Il ignore sans doute que la Déportation dans les camps nazis est un phénomène historique global dont on n'aura jamais fini d'analyser l'origine, les ressorts, les processus, les victimes, les finalités et les conséquences, travail par essence pluridisciplinaire qui ne peut s'effectuer que dans le cadre d'une fondation, justement généraliste.

Monsieur Olivier de Sarnez serait bien inspiré de s'abstenir de traiter de sujets qu'il ne connaît pas et n'a, en tout état de cause, ni qualité, ni compétence pour se prévaloir d'un quelconque droit de regard sur quelque Fondation que ce soit, encore moins pour élaborer une planification prévisionnelle de leur disparition. ●

Marie-José Chombart de Lauwe

Résistante déportée

Présidente de la Fondation pour la mémoire
de la Déportation

avec pour conséquence immédiate le déferlement de 10 000 000 des siens sommés de quitter leur logement en vingt-quatre heures et extradés des zones amputées de ses anciennes emprises de l'Est ; enfin le découpage du territoire en zones d'occupation par les Alliés n'est pas sans influence sur le processus mémoriel.

Une blessure d'orgueil immense, engendrée par la catastrophe militaire finale, devait donc cicatriser et ce d'autant plus difficilement qu'elle provenait de peuples considérés encore par beaucoup comme « racialement » inférieurs. Elle s'accompagnait en outre de la perte d'une icône en laquelle ce peuple avait projeté ses rêves les plus fous, « son » Führer.

Mais le fardeau le plus lourd et le plus encombrant restait celui des crimes et génocides auquel aucun Allemand ne pouvait échapper, et auquel chaque Allemand de la génération de la guerre tentera pourtant d'échapper par des stratégies d'évitement diverses. Le travail de reconstruction mentale cherchera des protections pour échapper à cette constante et inaltérable morsure de la mémoire.

Dans ce processus des forces contraires s'affrontèrent, à la fois psychiques et sociales, qui poussaient au souvenir ou à l'oubli. L'occupation par les Alliés marqua fortement de son empreinte le travail de reconstruction mentale du peuple allemand.

Une fois la victoire acquise et la capitulation signée par les chefs militaires allemands, les Alliés se heurtèrent d'abord à la difficulté de juger et de punir les coupables comme ils s'y étaient engagés. Le procès de Nuremberg (novembre 1945 à octobre 1946) souleva la question préalable de savoir qui punir : des individus ou des collectifs, voire la totalité du peuple allemand. La position des occidentaux et celle des Soviétiques divergeaient quant à la question de la faute allemande et à la manière de la sanctionner. En définitive, le procès de Nuremberg ne concerna que quelques grands criminels du sommet de l'État et les principales organisations dissoutes reconnues criminelles : *NSDAP, Gestapo, SA, SS*. Les slogans portés sur les affiches de l'époque soulignèrent les différences d'approche entre alliés. En zones anglo-saxonnes, par exemple, elles représentaient des photos prises à la libération de Bergen-Belsen par les troupes britanniques, sur lesquelles on pouvait lire la mention : *C'est votre faute*, alors que côté soviétique, les inscriptions disaient : *Les Hitler viennent et s'en vont, alors que le peuple allemand et l'État allemand demeurent*. La relation vainqueurs-vaincus ne fut donc pas du même ordre à l'Est et à l'Ouest d'où un sentiment de culpabilité ressenti différemment.

À l'Est, l'affichage initial d'une certaine mansuétude morale de la part des Soviétiques à l'égard des vaincus s'expliquait en partie par les liens entretenus pendant la guerre avec d'anciens membres du parti communiste allemand (KPD) ou avec des

réfugiés communistes formés en URSS et destinés à renforcer la résistance allemande ou à devenir les cadres de la future Allemagne. Cette mansuétude contrasta avec la pratique d'occupation adoptée. Le désir de vengeance suscité par la barbarie des troupes allemandes engagées sur le front de l'Est contribua en effet fortement à donner une dimension persécutrice à l'occupation soviétique. Elle se trouva amplifiée par la radicalisation de l'appareil de domination stalinien mis en place. Cette politique soviétique favorisa une forme plus ou moins consciente de complémentarité entre vainqueurs et vaincus, les Soviétiques assouvissant leur besoin de vengeance et la population allemande utilisant sa position de victime comme écran contre sa propre culpabilité. Bientôt le régime de la RDA prit lui-même les commandes de la politique d'oppression-expiation, alternant punition et récompense et recourant à des moyens de pression psychologiques et moraux. La RDA devint une dictature éducatrice. Les dirigeants parvinrent à faire de la population les victimes triomphantes du national-socialisme, les Allemands de l'Est faisant ainsi l'économie d'un travail de conscience et de retour sur eux-mêmes.

L'affirmation du primat des victimes communistes et l'interprétation officielle du fascisme, avatar du capitalisme, permirent d'occulter la dimension raciale de la politique nazie et d'oublier les victimes les plus embarrassantes, Juifs, Tsiganes, tout en encourageant l'idéalisation des victimes de la lutte antifasciste. La reconversion de nombreux anciens nazis, appelés à participer à l'édification de la nouvelle Allemagne, dans les rangs du parti socialiste unifié de l'Est (SED), en fut le résultat le plus paradoxal. La tradition de résistance contre le national-socialisme fut en effet l'un des éléments de l'idéologie du SED qui rencontra la plus grande adhésion des citoyens de RDA.

Parallèlement, une architecture monumentale vint recouvrir les vestiges de la terreur sur les lieux de mémoire, dans les années 1950-1960, tandis que s'imposait la standardisation des plaques commémoratives vouées au culte de la Résistance. Le triangle rouge des détenus politiques, la main levée pour le serment, le poing brandi, en furent les signes officiels et les célébrations s'ordonnèrent autour de ces symboles qui induisaient l'anonymat et l'héroïsation des victimes.

Fréquemment, les anciens sites concentrationnaires se reconvertirent en zone d'accueil de réfugiés de l'Est, en terrains militaires pour les besoins de l'Armée rouge ou en lieux de détention utilisés par le nouveau pouvoir, pour y interner d'anciens nazis certes, mais aussi ses propres opposants, procédant à une politique « d'hygiène sociale ». Leur sauvegarde pour les besoins de l'histoire et de la mémoire n'était pas dans les priorités. Le souvenir n'en fut toutefois pas complètement gommé, mais se limita la plupart du temps au périmètre immédiat de la nouvelle architecture monumentale imposée, autour de laquelle la population était invitée à se réunir

régulièrement pour participer à une liturgie commémorative officielle. Le tracé des camps et leur emprise ne furent pas respectés.

À l'Ouest les alliés optèrent pour une mise en accusation collective des Allemands faisant preuve d'une grande sévérité morale à leur égard, accompagnée en même temps d'une parfaite correction vis-à-vis de la population et la privant de toute possibilité de se sentir ou de s'ériger en victime des occupants. Le déni de mémoire fut en conséquence érigé en arme constante, d'autant plus intense que la réalité de l'horreur était incontournable. Il caractérisa par exemple l'attitude des grands industriels qui, à l'image de Krupp, coopérèrent pleinement avec le régime hitlérien et s'associèrent à ses persécutions, mais, une fois leurs condamnations, souvent dérisoires, purgées, reprirent en main leur empire et leurs affaires sans le moindre remord ni état d'âme. Le national-socialisme semblait avoir glissé sur eux. De nombreux fonctionnaires, comme des juristes et des médecins nazis poursuivirent leur carrière dans la nouvelle administration Adenauer.

L'avènement de la guerre froide facilita ce processus et réveilla fort à propos, à l'Ouest, un anticommunisme d'autant plus facile à accepter qu'il prenait la suite du « judéo-bolchevisme » et se trouvait de surcroît légitimé par les Alliés qui cherchaient un appui solide face au bloc soviétique. Les exigences de la reconstruction économique déclenchèrent par ailleurs une frénésie de travail qui fit office de dérivatif et de défense d'une grande efficacité à l'égard d'un passé envahissant. Au point qu'il fut possible de dire que les Allemands de l'Ouest s'étaient réappropriés le fameux slogan qu'ils infligeaient à leurs victimes sous l'ère nazie, au fronton des portiques d'entrée des camps de concentration : *Arbeit macht frei* (le travail rend libre).

Le redressement économique réussi, servit d'écran protecteur et permit, par exemple à un Franz Joseph Strauss de déclarer « Un peuple qui a été capable de telles prouesses économiques a le droit de ne plus vouloir entendre parler d'Auschwitz¹. » Le processus mémoriel des Allemands de l'Ouest ouvrit également, pour de nombreux juristes, fonctionnaires et médecins, déjà en place sous le III^e Reich comme il l'a été précisé plus haut, la possibilité d'un nouveau triomphe sur leurs anciennes victimes, au travers d'une guerre d'usure sur fond de procédures juridiques ou de querelles d'experts. À l'égard des anciens sites concentrationnaires, détruits par les Alliés lors de la libération ou utilisés à d'autres fins, l'indifférence était de mise. Le développement de la théorie du totalitarisme renvoyant dos à dos nazisme et stalinisme a grandement favorisé, pour la RFA, le passage de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la guerre froide, dont l'habit lui convenait d'autant mieux qu'il légitimait a posteriori la guerre entreprise par Hitler contre l'URSS. Mais surtout la défense anticommuniste de l'Ouest lui permit d'oublier

À l'Ouest (...) Le déni de mémoire fut (...) érigé en arme constante (...) Le national-socialisme semblait avoir glissé (...) L'avènement de la guerre froide (...) réveilla fort à propos (...) un anticommunisme d'autant plus facile à accepter qu'il prenait la suite du « judéo-bolchevisme »

1 - C. Meier, *Vierzig Jahre nach Auschwitz : Deutsche Gesichtserinnerung Heute*, Munich, Beck'sche Reihe, 1990 p. 129.

longtemps qu'antérieurement elle avait appartenu à la même communauté criminelle que l'Est. La projection de la culpabilité sur le camp d'en face fonctionna parfaitement et dans les deux sens puisque, jusque vers les années 1960, la RFA fut considérée par la RDA comme le prolongement du régime national-socialiste. L'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler y était interprété non comme un acte de résistance mais comme la manifestation de rivalités au sein d'une même classe politique, tandis que la RFA refusait de considérer le combat des communistes comme résistance au nazisme, au prétexte qu'il ne visait pas à rétablir la démocratie mais à instaurer la dictature du prolétariat.



Le chancelier Willy Brandt se recueillant devant le mémorial du Ghetto de Varsovie.

© DR

Ces exemples montrent bien les cheminements idéologiques complexes et divergents des mémoires de part et d'autre du rideau de fer. Ils eurent des conséquences directes sur la politique de mémoire en général, et en particulier sur celle développée vis-à-vis des anciens camps de concentration.

La RDA adopta une gestion centralisée de la mémoire et un culte standardisé des morts. La RFA fut peu interventionniste, comptant plutôt sur l'érosion par l'oubli. Certains groupes socio-professionnels qui avaient massivement adhéré au NSDAP et participé aux persécutions nazies y étaient devenus alors des vecteurs d'oubli. Ce phénomène allait être à l'origine d'un mouvement de réveil de la mémoire dont prirent la tête des intellectuels, des auteurs dramatiques et des romanciers, jusqu'au déclenchement du mouvement révolutionnaire de 1968, à partir duquel l'opinion publique et les nouveaux mouvements sociaux dénoncèrent de façon plus agressive la propension au refoulement, à l'oubli et aux lacunes de la mémoire en Allemagne de l'Ouest. Les efforts officiels avaient été centrés davantage sur la sensibilisation de la population aux valeurs de la démocratie, sur fond de guerre froide. En novembre 1952 fut créée une « Centrale fédérale pour le service patriotique » (*Heimatdienst*), sorte d'office d'information et d'initiation aux valeurs démocratiques. Cette institution évolua par la suite en « Centrale fédérale pour l'éducation politique » (*Politische Bildung, bpb*), qui organise notamment

un concours annuel destiné aux écoliers de RFA sur des questions relatives au fonctionnement de la démocratie ou aux activités et au comportement des jeunes dans la société. Ce concours compte jusqu'à 60 000 participants par an. La Centrale fédérale trouve des relais dans les différents Länder sous forme de « Centrale du Land pour l'éducation politique ». Ces organismes furent souvent seuls à s'intéresser au travail de mémoire dans leur région.

Le mouvement révolutionnaire de 1968 marqua aussi le début d'un conflit générationnel profond, les enfants nés après la guerre découvrant ou subodorant les crimes des parents et leur pardonnant d'autant moins l'éducation autoritaire voire persécutrice reçue ni les silences mémoriels. Ce conflit majeur modifia profondément les rapports de la société ouest allemande avec sa mémoire. Le geste hautement symbolique du chancelier Willy Brandt, s'agenouillant le 20 octobre 1970 devant le monument du ghetto de Varsovie entendait mettre un terme à la politique de l'autruche et signifier au monde que désormais les Allemands assumaient leur passé et ne fuyaient plus leurs responsabilités morales.

Mais c'est réellement au cours des années 1980 que se concrétisèrent les efforts en vue d'un travail de mémoire sérieux, après quelque quarante ans de latence. Ils émanaient le plus souvent d'initiatives spontanées de nature citoyenne ou résultaient des progrès de la recherche universitaire et scientifique sur le nazisme et ses conséquences. Les actes de résistance à Hitler, assimilés jusque-là à des trahisons, s'affichèrent avec fierté et leurs auteurs évoquèrent les souffrances endurées. Des groupes de victimes, ignorées ou occultées, sortaient de l'ombre tels que les Tsiganes, les victimes des pratiques « d'euthanasie », les témoins de Jéhovah, les homosexuels, les déserteurs, les asociaux, sans oublier le génocide des Juifs, encore enfoui dans les consciences.

L'Allemagne occidentale entra dans l'ère de la réflexion critique et de la pédagogie, dont bénéficièrent par retombées, les lieux de mémoire et d'histoire de la période nazie, souvent rendus à leur mémoire par des collectifs de jeunes ou d'habitants de proximité, complétée par celle très importante des collectifs de victimes étrangères. La réhabilitation des sites et leur vocation pédagogique étaient en marche. Des subventions, directes ou indirectes (par exemple par mise à disposition d'enseignants à temps plein ou partiel dans les Mémoriaux) consacraient leur légitimité.

Avec la chute du mur de Berlin et la réunification, qui permit à l'Allemagne de l'Ouest d'absorber celle de l'Est, au point que certains Allemands ont parlé de nouvel Anschluss, le cheminement de la mémoire prit un cours nouveau. Il fallut intégrer les Mémoriaux nationaux hérités de la RDA (Buchenwald, Sachsenhausen, Ravensbrück), et l'on assista alors à la création de Fondations (*Stiftungen*). Pour d'autres raisons, la « Centrale du Land de Basse Saxe pour l'éducation politique »

fut transformée en « Fondation des Mémoriaux de Basse Saxe », regroupant Bergen-Belsen, la prison de Wolfenbüttel et des Mémoriaux dits régionaux, dont les Camps des Marais (*Emslandlager*), le camp de Moringen, celui des Usines Hermann Goering de Watenstedt-Drütte, le camp de prisonniers de guerre (devenu camp-mouroir sur la fin) de Sandbostel, et d'autres encore.

L'Allemagne réunifiée restait toutefois exposée à ses plaies morales passées et l'identité collective issue de la réunification restait fragile, en particulier du fait de son exposition constante aux pressions médiatiques. Des phénomènes de rejet en résultèrent, notamment dans les classes populaires. Au plan international l'Allemagne entendait assumer désormais les mêmes droits et les mêmes devoirs que la Grande Bretagne et la France, en reconnaissance de sa nouvelle « normalité ». Ses implications dans certaines opérations militaires de l'OTAN (Bosnie) et hors du cadre de l'Alliance atlantique (Somalie) en furent le résultat.

Pour autant le poids du passé restait considérable et le phénomène néonazi², lié au souvenir du national-socialisme, en atteste. Dénoncé aussitôt qu'il se manifeste en Allemagne, par les médias du monde entier, le mouvement néonazi, sans être négligeable, reste toutefois inférieur en poids électoral, par exemple, à celui de l'extrême droite en France.

Lors de la réunification, les Allemands de l'Ouest, qui se voulaient modernes et occidentaux, furent frappés par le caractère désuet, poussiéreux et anachronique de certains traits de leurs concitoyens de l'Est (ou *Ossis*) comme leurs habitudes vestimentaires, ou encore le maintien des uniformes vert-de-gris et du pas de l'oié dans « l'Armée Populaire ».

De leur côté, les Allemands de l'Est virent dans ces compatriotes de l'Ouest (ou *Wessis*) le triomphe du matérialisme occidental et le signe d'un pays qui n'a rien appris de son passé nazi. Quoi qu'il en soit, Est et Ouest étaient désormais contraints de se confronter à leur passé et d'assumer ensemble une responsabilité qu'ils ne pouvaient plus comme précédemment renvoyer sur *l'Allemagne d'en face*. L'effort d'indemnisation des victimes, juives notamment, touche à sa fin. La généralisation des Gedenkstätte, modernisés et agrandis, pédagogiquement performants, cofinancés par les Länder et le budget fédéral et dirigés par des historiens de talent et des équipes pédagogiques compétentes, irrigue les territoires de la mémoire. L'Allemagne assume.

La voix des rescapés des camps se fait entendre par le biais des comités internationaux, devenus des interlocuteurs incontournables pour les responsables locaux. Certains ont pesé lourd dans le devenir des anciens sites concentrationnaires et ont su imposer leur point de vue.

Mais aujourd'hui, renouant sans doute par tradition plus que par une volonté délibérée, avec de vieux démons de l'après guerre, l'Allemagne vient de se doter de structures technocratiques « protec-



Vue générale du Gedenkstätte du camp de concentration de Mittelbau-Dora depuis l'emplacement du crématoire. En arrière plan, la ville de Nordhausen.

© FMD

trices », appelées comités d'experts, dont les avis et décisions s'imposent d'autant plus que diminue l'influence des victimes et la voix des comités internationaux. Ainsi semble se profiler une volonté allemande d'imposer désormais unilatéralement sa politique de mémoire.

La récente directive Neumann approuvée par le Bundestag et qui a soulevé une immense vague réprobatrice chez les déportés, en est révélatrice. Cette directive impose en effet une orientation mémorielle officielle, qui prenne en compte la mémoire de la dictature du SED, hissée, volontairement ou non, peu importe, en concurrente de celle de la période nazie dans une démarche globalisante des phénomènes totalitaires. Démarche terriblement dangereuse et déstabilisatrice. D'une part en effet elle remet en perspective l'image d'une Allemagne victime du bolchevisme et fait resurgir du même coup les « vertus anticomunistes » du nazisme, d'autre part elle a valeur d'exemple dans certains pays fraîchement libérés du joug soviétique qui n'hésitent plus à attaquer la mémoire d'authentiques héros de la lutte antinazie en raison de leur appartenance postérieure à des structures du régime communiste.

Autre conséquence inquiétante, cette coexistence mémorielle s'instaure désormais officiellement sur des lieux de mémoire communs aux deux dictatures (nazie et communiste), permettant à certaines figures du nazisme de figurer parmi les victimes de l'ère communiste, comme un défi lancé à la mémoire de leurs victimes, évoquée à proximité.

Cette dualité mémorielle, entraînera à plus ou moins long terme un gel des budgets des mémoriaux de la période nazie, au moment où la voix des victimes s'estompe, la priorité budgétaire se reportant vers les mémoriaux de la période communiste. Se pose déjà la question de savoir qui dans l'avenir saura faire respecter et entretenir la mémoire de la période nazie et de tous ses crimes et génocides, et faire savoir la pluralité de ses victimes. ●

Cette directive impose en effet une orientation mémorielle officielle, qui prenne en compte la mémoire de la dictature du SED, hissée, volontairement ou non, peu importe, en concurrente de celle de la période nazie dans une démarche globalisante des phénomènes totalitaires

2 - A ne pas confondre avec la génération des anciens nazis.

2^e partie

La mémoire dans les camps de concentration

Le camps de femmes de Ravensbrück¹



Premiers travaux sur le site du camp en 1956.



Le premier panneau mentionnant la mémoire des victimes du KZ Ravensbrück (1955) devant l'endroit où furent enfouies les cendres humaines.

Entre 1945 et 1948, le site du camp de Ravensbrück est pratiquement ignoré et à l'abandon. Des cendres humaines jonchent le sol dans l'indifférence générale près du crématorium et la population locale vient se servir en matériaux divers de récupération. Puis les troupes soviétiques décident d'occuper le camp, y installent des unités blindées et un vaste dépôt logistique.

L'emprise du camp est interdite jusqu'en 1994, date du départ des dernières unités de l'armée russe, mais les rives du Schwedtsee qui le borde au sud restent accessibles. L'installation de la garnison soviétique déclenche les premiers travaux de réhabilitation des bâtiments, notamment de ceux destinés à accueillir les familles des cadres militaires soviétiques.

En 1955 pour la première fois, un panneau indique la destination ancienne des lieux et mentionne l'existence du camp avec cette inscription bilingue allemand-russe : *Mémorial. Pour nos*

frères et sœurs assassinés dans le camp de concentration de Ravensbrück. Honorez et vénerez ce lieu. Respectez-en les installations.

Les cérémonies commémoratives officielles se déroulèrent en ce lieu de 1948 à 1994

En 1953, le gouvernement de la RDA décida de réaliser des mémoriaux nationaux sur les trois camps principaux de Buchenwald, Sachsenhausen et Ravensbrück. Les travaux de celui de Ravensbrück commencèrent en 1956.

À peu près au même moment, d'anciennes détenues décidèrent de créer un musée comportant les objets personnels et tenues de déportées qu'elles avaient pu rassembler.

À l'initiative des femmes tchèques de Lidice, bientôt imitées par celles d'autres pays, des rosiers sont plantés sur la fosse commune située près du mur d'enceinte à l'ouest

Le faste donné à la cérémonie d'inauguration officielle du mémorial, le 12 septembre 1959, avec une participation évaluée, de source officielle, à quelque 70 000 personnes dont 1 700 composant les délégations étrangères, reflète assez bien l'orientation mémorielle que le régime entendait

1 - D'après l'exposé fait par Madame le Dr Ilse Eschebach, directrice du mémorial de Ravensbrück à l'occasion d'un séminaire organisé à Sélestat par le centre d'initiation aux droits de l'homme (CIDH) les 9 et 10 octobre 2009.

Sur le camp de Ravensbrück on pourra se reporter au numéro 39 de la revue Mémoire Vivante, accessible sur le site internet www.fmd.asso.fr, onglet « mémoire vivante », puis onglet « derniers numéros ».



© KZ Gedenkstätte Ravensbrück

Cérémonie du souvenir en 1949.



© KZ Gedenkstätte Ravensbrück

Défilé de femmes du DFD² avec leur drapeau.

donner aux célébrations (rassemblement de foules, cérémonial militaire, évocation et glorification des grandes figures du communisme et de l'antifascisme).

Le discours prononcé ce jour-là par Rosa Thälmann, veuve de l'ancien dirigeant du KPD (Parti communiste allemand), Ernst Thälmann, assassiné à Buchenwald, fut davantage consacré à la Guerre froide et à la dénonciation du régime néofasciste de l'autre Allemagne, qu'à l'évocation de ce que fut Ravensbrück. *Ce mode évocatoire inspira durablement le rite commémoratif sur le site de Ravensbrück* déclarait Madame Ilse Eschebach. On pouvait remarquer la participation

d'une garde d'honneur militaire soviétique et pour la première fois, en 1959, la présence de la milice populaire nationale est-allemande. Le cérémonial militaire offrait en effet l'avantage de se prêter particulièrement à un hommage aux morts.

En 1985, pour le 40^e anniversaire de la libération du camp, les représentants de l'Armée soviétique furent jumelés avec de jeunes pionniers est-allemands placés à leurs côtés pour la cérémonie. Une approche différenciée de la mémoire et du mode commémoratif commença à être perçue dans les années 1980, avec la participation, hors anniversaires officiels, des cercles religieux juifs et

2 - DFD : *Demokratischen Frauenbundes Deutschlands* (Fédération démocratique des femmes d'Allemagne).



© KZ Gedenkstätte Ravensbrück

Anciennes détenues visitant le premier musée réalisé dans le Bunker (n.d.).



© Gedenkstätte Mauthausen

Le premier monument à la mémoire des victimes (La mention en allemand signifie : à cet endroit 1 000 antifascistes de tous les pays ont été assassinés par les fascistes).



Plantation des premiers rosiers (1956) au-dessus des fosses où furent enfouies les cendres des victimes.

© KZ Gedenkstätte Ravensbrück

protestants. La première évocation des persécutions antisémites remonte à 1988.

Après la réunification en 1989, le Mémorial de Ravensbrück fut intégré à la Fondation des mémoriaux de Brandebourg, cofinancée par l'État fédéral et le Land de Brandebourg, et qui regroupe le mémorial du camp d'Oranienburg-Sachsenhausen et l'ancienne prison (*Zuchthaus*) de Brandenburg-Görden, située sur la commune de Brandenburg-Havel.

La décennie quatre-vingt-dix a été marquée par la mise en place de nouvelles expositions, l'ouverture de cellules musée pour les victimes oubliées, Tsiganes, Juifs, dans le bâtiment du *Bunker*³ mais aussi membres de la résistance civile allemande. Progressivement aussi la globalisation de la mémoire des victimes laissait place à une forme évocative plus personnalisée comme des expositions d'écrits et d'objets personnels d'anciennes détenues.

En 1994 le départ des dernières troupes russes libérait la totalité de l'emprise du camp désormais accessible au public mais une grande partie des vestiges de l'ancien KZ avaient disparu. Les constructions soviétiques ont été démolies et le sol, nivelé, a été marqué par des repères signalant la position des anciennes baraques du camp. Les bâtiments des anciennes gardiennes SS ont été transformés en auberges de jeunesse, permettant l'organisation de rencontres internationales de jeunes.

Vingt ans après la fin de la RDA, et après quelques menaces de projets d'intérêt économique tels que supermarché ou traversée de route nationale, écartés grâce aux réactions de l'opinion publique, des associations et des responsables du Mémorial, les perspectives de développement du mémorial de Ravensbrück au



Cérémonie d'inauguration du mémorial en 1959.

© KZ Gedenkstätte Ravensbrück

3 - Ou prison cellulaire, vaste bâtiment carcéral associé au camp de concentration, où les détenues étaient maintenues en isolement.



Anciennes maisons des surveillantes SS, aujourd'hui auberges de jeunesse.

© FMD



Les restes du camp aujourd'hui (janvier 2010) : à droite reste du mur de clôture, en face le crématoire, et au second plan le *Bunker* (ou prison du camp).

© FMD